



Crous de Nantes Pays de la Loire

LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTICLE 1 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DES CANDIDATS

Les données à caractère personnel concernant le Titulaire sont collectées par le pouvoir adjudicateur aux fins d'évaluer leur candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au le pouvoir adjudicateur. Elles seront conservées pendant toute la procédure de l'appel d'offre et supprimées au bout de cinq ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accéder aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi qu'un droit à la portabilité de leurs données et un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le pouvoir adjudicateur, les candidats peuvent adresser leur demande à : dpd@crous-nantes.fr.

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date de réception de sa demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le pouvoir adjudicateur, que ses droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

ARTICLE 2 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DETENUES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le titulaire doit respecter les obligations du RGPD quant à l'usage des données personnelles des bénéficiaires de la prestation du marché.

2.1. Protection des données

Le titulaire est tenu de respecter ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel au regard, notamment, de l'article 34 de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et des articles 24, 30 et 32 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données).

Le titulaire devra notamment respecter les obligations suivantes et les faire respecter par son personnel :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée du pouvoir adjudicateur en qualité de responsable du traitement.
- Ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations, l'accord préalable du pouvoir adjudicateur étant nécessaire ;
- Ne pas utiliser les données traitées à des fins autres que celles limitativement spécifiées au marché ;
- Ne pas divulguer ces données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales quelles qu'elles soient ;
- Prendre toute mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution des prestations ;
- Impérativement traiter, stocker et transmettre les données personnelles susceptibles de figurer parmi les données du pouvoir adjudicateur de manière parfaitement conforme à la législation relative à la protection des données à caractère personnel ;
- Être en mesure de prouver à tout moment sa conformité ;
- Fournir à tout moment le descriptif des dispositifs de stockage des données et des mesures de protection physiques et logiques, la localisation des données, à la demande du pouvoir adjudicateur ;
- Garantir que les données sont hébergées exclusivement sur le territoire européen, sans possibilité de transfert dans un pays situé hors de l'UE, ou l'exposé précis des dispositifs palliatifs proposés par le titulaire pour garantir le maintien permanent du niveau de protection requis par les autorités européennes, en cas de transfert de données personnelles en dehors de l'UE ;
- Informer le pouvoir adjudicateur en qualité de responsable de traitement des violations de sécurité sans délai. Le titulaire devra fournir les procédures d'alerte et d'information au pouvoir adjudicateur en qualité de responsable de traitement dans le respect du délai réglementaire en cas d'atteinte, de perte, de divulgation ou de compromission des données à caractère personnel collectées, traitées ou conservées dans le cadre de ses prestations. Cette information permettant la notification d'une violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance ;
- Si l'exécution du marché révèle une situation de sous-traitance au regard de l'article 28 du Règlement (UE) 2016/679, permettre l'établissement d'une clause de sous-traitance entre le titulaire en qualité de sous-traitant et le sous-traitant en qualité de sous-traitant ultérieur. Cette clause sera annexée à l'acte d'engagement lors de la mise au point.

- Lorsque le titulaire recrute un autre sous-traitant (sous-traitant ultérieur) pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du responsable du traitement, les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le marché entre le pouvoir adjudicateur en qualité de responsable du traitement et le titulaire en qualité de sous-traitant, sont imposées à ce sous-traitant ultérieur par contrat ou au moyen d'un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.
- Lorsque ce sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur en qualité de responsable de traitement comprenant :
 - Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
 - Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
 - Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
 - dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins : la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement, des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Détruire, au terme de l'exécution du marché, et selon le choix du responsable de traitement, toutes les données à caractère personnel et renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire.

2.2. Exigences de sécurité

Le titulaire s'engage à garantir un haut niveau de confidentialité des données, notamment en mettant en place des mesures de sécurité techniques et organisationnelles adaptées aux traitements de données effectués dans le cadre du marché afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, telles que :

- Des moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés,
- Des moyens permettant d'assurer la conformité de ses processus avec les normes de protection en vigueur, notamment au regard de l'article 32.3 du RGPD,
- Le titulaire tiendra une liste à jour des personnels habilités à agir pour le compte de l'entreprise qui sera communiquée à l'entité. Il devra en outre, garantir les compétences et habilitations des personnels à assurer la prestation.
- Le ou les postes informatiques du titulaire utilisés pour réaliser la prestation devront être conformes, sans que ce soit limitatif, sur les points suivants :

- Accès nominatif par session ou à défaut le titulaire devra être en mesure de déterminer l'identité de la personne utilisant le matériel de l'entreprise lors des interventions sur site,
- Disposer d'une protection antivirale et antimalware à jour,
- Disposer d'une politique de mise à jour des systèmes d'exploitation et logiciels utilisés dans le cadre de la prestation,
- D'assurer par les moyens adéquats la confidentialité et l'intégrité des données accédées et/ou confiées dans le cadre de la prestation, afin de ne pas lui causer de préjudice.

2.3. Elimination des documents

Le titulaire s'engage à respecter l'obligation qu'ont les entités attributaires d'adresser pour visa aux Archives départementales un bordereau d'élimination, préalablement à toute élimination de documents.